

nements français, russe ou italien projetaient des achats, nous n'avons pas manqué, dans chaque cas, de faire observer au gouvernement intéressé que le Canada était en mesure de lui fournir les choses nécessaires. Nous n'y avons pas manqué dans un seul cas lorsque notre attention a été éveillée, et parfois avec de bons résultats. Quant aux articles en cuir, j'apprends que nous aurons prochainement besoin pour nos troupes d'une grande quantité de harnais, que des soumissions ont été demandées et seront probablement reçues sous peu. J'espère que les établissements industriels dont mon honorable ami a parlé profiteront de la chance offerte.

Je puis dire à l'honorable député qu'à l'égard des commandes d'approvisionnements pour nos propres troupes, le ministère a compris qu'il était de son devoir d'avoir particulièrement égard aux industries de l'Ouest canadien. A cette fin, nous avons pris des mesures dont l'efficacité sera démontrée, je crois. Je ne pense pas qu'on puisse nous reprocher à bon droit d'avoir suivi la ligne de conduite que j'ai mentionnée et que le représentant de Toronto-est (M. Kemp) pourra expliquer un autre jour, en sa qualité de président de la commission des fournitures de guerre.

Nous avons pensé qu'il y avait lieu de tenir compte du chômage qui, au cours de l'hiver et du printemps derniers se manifestait dans l'Ouest de façon peut-être plus alarmante qu'en toute autre partie du pays, ainsi que de l'empressement avec lequel, en chacune des régions de l'Ouest, les gens répondirent à l'appel aux armes pour voler à la défense des libertés de l'empire. Je me plais à espérer que la ville d'Edmonton bénéficiera des offres que, si je ne me trompe, l'on s'attend à recevoir bientôt.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

M. MACDONALD: Le premier ministre a bien daigné s'expliquer sur cette question, mais, ainsi que des membres de la gauche l'ont fait observer, il semble n'avoir pas bien saisi le point que j'ai voulu signaler. Pour ce qui est de ce que le Gouvernement a accompli au pays même en matière de fournitures de guerre, il va sans dire que je dois m'en rapporter à sa parole. Cependant, chacun sait au Canada qu'à la suite de représentation que l'on attribue à certains membres du cabinet, une grosse entreprise d'obus pour le compte de la Russie

[Sir Robert Borden.]

est actuellement en cours d'exécution aux Etats-Unis parce que certains entrepreneurs ont cédé leur privilège à des Américains.

Je crois volontiers que mon très honorable ami s'est entretenu avec le ministre des colonies et d'autres membres du gouvernement anglais de ce que le Canada est ou n'est pas en mesure de fournir à la Grande-Bretagne et à ses alliés. Ce que j'ai voulu dire—et je tiens à le répéter—c'est que le bureau du haut commissaire ne possède pas aujourd'hui, lacune qui se manifeste depuis le commencement de la guerre, de personnel capable de bien renseigner le War-office sur les mille et une choses qui pourraient se fabriquer au Canada. Là-dessus, le bureau du haut commissaire n'est pas en mesure de conseiller le War-office aussi intimement qu'il devrait le faire. Une distance de plusieurs mille milles sépare mon très honorable ami et son gouvernement du War-office. Il devrait y avoir, au bureau du haut commissaire, une ou plusieurs personnes entendues aux affaires qui, connaissant bien le Canada et étant au fait de ses ressources industrielles, seraient constamment en rapport avec le War-office. Voilà ce qu'il nous faudrait.

Qu'il y ait lieu d'organiser ainsi le service, c'est ce que je me propose de prouver par le témoignage même du premier ministre qui, le 15 avril dernier, la veille de la prorogation des Chambres, faisait une déclaration à propos du rapport dressé par le président de la commission des obus, rapport dont il citait les passages suivants:

Le conseiller de l'artillerie fit rapport à ce sujet et indiqua le nombre d'obus qu'on pourrait encore entreprendre de fabriquer. Le ministre de la Milice convoqua une réunion du comité à Ottawa, et après avoir discuté la question, il câbla à lord Kitchener pour l'informer que les industries du Canada pourraient accepter des commandes beaucoup plus considérables. Il appuya sur le fait que plusieurs fabriques canadiennes étaient sans ouvrage, pendant que le War-Office donnait aux Etats-Unis des commandes pour la fabrication des obus. Cela eut pour effet de faire adjuger des entreprises additionnelles pour la fabrication de canons de 18 pouces, d'obus pleins, complets, mais sans amorces, d'obus à balles creux pour obusiers de 18 pouces.

Et il poursuivait:

Plusieurs des industriels proposèrent d'envoyer au War-office, à Londres, une députation qui soumit leurs représentations au secrétaire d'Etat pour la guerre. Sur la recommandation du comité, le ministre de la Milice décida d'envoyer M. David Carnegie, attendu qu'il connaissait bien toute la situation. Il fut aussi décidé qu'il visiterait l'arsenal de Woolwich et se procurerait les renseignements les plus récents au sujet des différents détails relatifs à la fabrication de munitions complètes.